



Actualités OFS

3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2013

Indicateurs du marché du travail 2013

Résultats commentés pour la période 2007–2013

(Extraits de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2013»)

Renseignements:

Martial Berset, OFS, Section Travail et vie active, tél. 032 713 64 02

E-mail: martial.berset@bfs.admin.ch

N° de commande: 206-1304

Abréviations dans les graphiques

CMT	Comptes globaux du marché du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ISS	Indice suisse des salaires
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2007–2012: Principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2007–2012: Déséquilibres sur le marché suisse du travail	6
2007–2012: La situation des hommes et femmes sur le marché du travail	8
2007–2012: La main d'œuvre suisse et étrangère	10
2007–2012: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	12
Situation du marché du travail au 1 ^{er} trimestre 2013 et perspectives à court terme	14
Le marché suisse du travail en comparaison internationale	16

«Indicateurs du marché du travail 2013»

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2007–2013, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de soixante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication «Indicateurs du marché du travail 2013» sera disponible dès le 15 août 2013.

N° de commande: 206-1302
Commandes: tél. 032 713 60 60, fax: 032 713 60 61
Prix: Fr. 18.–; env. 128 pages

2007–2012: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Jusqu'au milieu de 2008, le marché du travail suisse était en très bonne santé. La crise financière amorcée cette même année a entraîné un recul du produit intérieur brut (PIB) pendant trois trimestres consécutifs (du 4^e trimestre 2008 au 2^e trimestre 2009), ce qui a eu temporairement des répercussions négatives sur le marché du travail. Mais sur l'ensemble des cinq années considérées, tant le nombre d'emplois que celui des actifs occupés ont augmenté. Le taux de chômage au sens du BIT se situait au deuxième trimestre 2012 au même niveau que cinq ans auparavant. La hausse marquée de la population active de nationalité étrangère (+18,3%) a aussi eu un impact non négligeable sur le marché du travail en Suisse ces cinq dernières années.

Mouvements de hausses et de baisses conjoncturelles

Selon la statistique de la population active occupée, qui est principalement basée sur une enquête auprès des ménages (ESPA), le marché du travail a enregistré entre le deuxième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2008 un gain de 114'000 actifs occupés, soit une progression de 2,6%. La statistique de l'emploi, qui repose sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, confirme cette évolution, puisqu'elle affiche une hausse de 120'000 emplois (+3,1%). Dans ce contexte conjoncturel favorable, le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué et la part de ces derniers dans la population active s'est réduite de 3,7% au printemps 2007 à 3,4% au printemps 2008. Le taux de chômage selon le SECO (chômeurs inscrits à l'ORP) a baissé durant la même période de 2,5% à 2,3%. La forte demande de travail a aussi entraîné l'immigration de personnes actives étrangères: entre le début de l'année 2007 et la fin de l'année 2008, la Suisse présentait un excédent d'immigration de main-d'œuvre de 109'000 personnes.

Après près de trois années de croissance économique, la deuxième partie de l'année 2008 a marqué le début d'un ralentissement conjoncturel suite à la crise financière, qui s'est à nouveau accompagné d'une hausse du chômage au sens du BIT et du chômage selon le SECO. L'augmentation du nombre de chômeurs au sens du BIT (+86'000) entre le troisième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010 a été marquée et le taux de chômage au sens du BIT a passé à 5,1% durant la même période. Le taux de chômage selon le SECO a culminé à 4,4% en décembre 2009.

A partir du troisième trimestre 2009, la croissance du PIB a repris, entraînant avec un certain décalage une détente sur le marché du travail. Le nombre des actifs occupés s'est ainsi accru de 147'000 (+3,2%) entre le troisième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2011, tandis que le nombre d'emplois progressait un peu plus modestement de 47'000 (+1,2%). Le taux de chômage au sens du BIT a reculé à 3,6% jusqu'au deuxième trimestre 2011 et le taux de chômage selon le SECO est tombé à 2,5% jusqu'en juillet 2012.

La croissance économique a ralenti à partir du milieu de l'année 2011. La croissance du PIB (en termes réels; par rapport au trimestre précédent) oscille entre -0,3% et 0,6% et les taux de chômeurs selon le BIT et le SECO ont enregistré une légère progression. Le nombre d'actifs occupés (+2,0%) et d'emplois (+2,8%) a cependant augmenté entre le deuxième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2012.

Sur l'ensemble de la période considérée (du 2^e trimestre 2007 au 2^e trimestre 2012), le nombre des emplois a progressé de 6,1% (+236'000) et celui des actifs occupés de 7,6% (+337'000).

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a augmenté de 18,5% entre le deuxième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2012 pour atteindre 1,438 million. Au cours de la même période, le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est accru de 3,8% à 3,488 millions.

Evolution contrastée du taux de chômage au sens du BIT selon les grandes régions

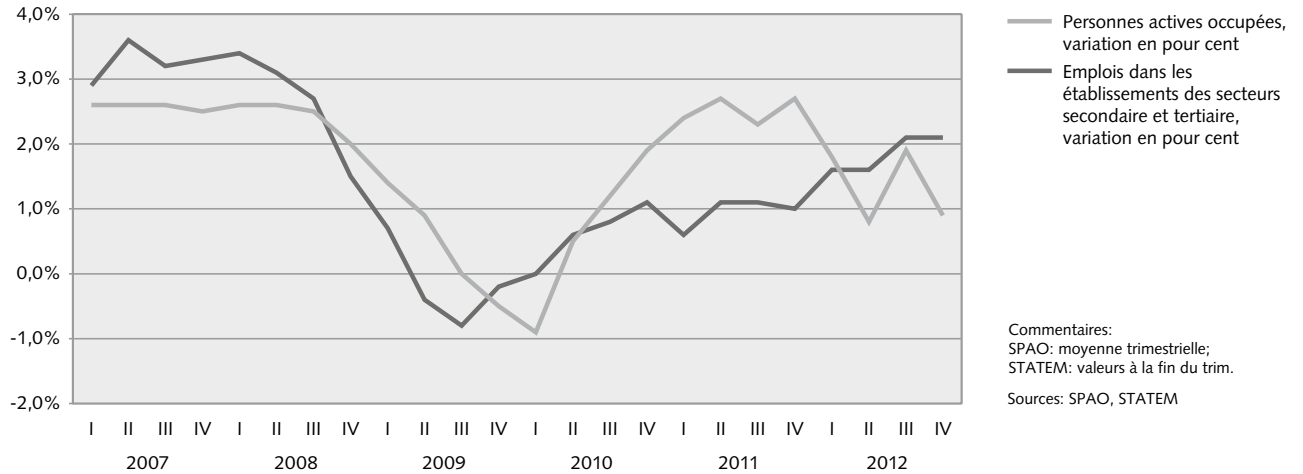
Du deuxième trimestre 2007 au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage au sens du BIT est resté stable à 3,7% pour l'ensemble de la Suisse. L'évolution a toutefois été variable d'une grande région à l'autre: le taux a reculé dans l'Espace Mittelland et en Suisse centrale, alors qu'il a enregistré une hausse de 1,1 point dans la Région lémanique. Ce taux est resté à peu près stable dans les autres grandes régions.

Croissance des salaires nominaux de 0,8% en 2012

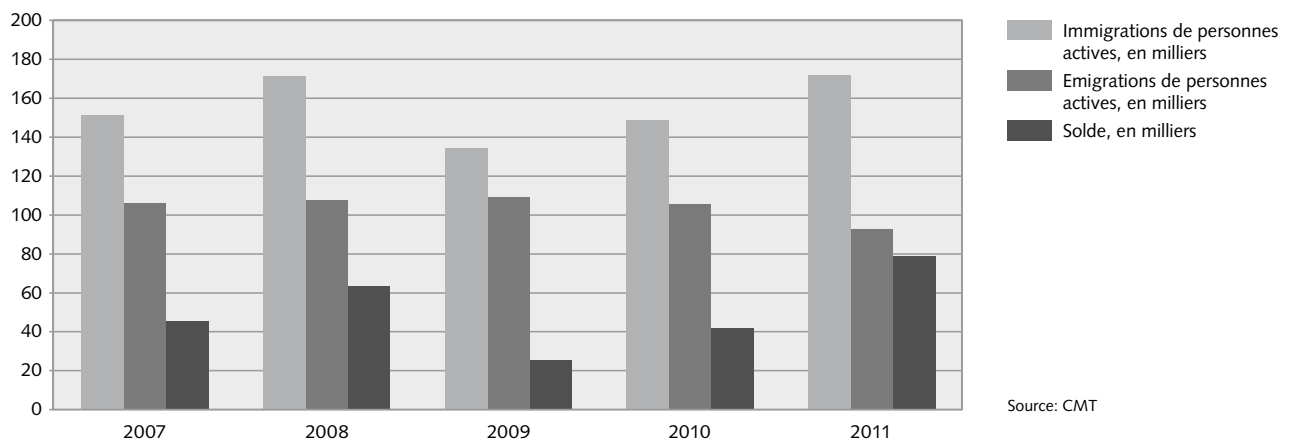
En 2012, les salaires nominaux ont affiché une progression de 0,8% par rapport à 2011, similaire à celles de 2011 (1,0%) et 2010 (0,8%) mais en net recul par rapport à 2008 (+2,0%) et 2009 (+2,1%). La quasi-totalité des branches économiques a bénéficié de cette augmentation des salaires. Les salaires réels enregistrent une progression de 1,5%, résultat d'une augmentation des salaires nominaux de 0,8% conjuguée à une inflation négative à -0,7%. Les incertitudes liées à l'environnement économique et financier international élevées et le taux d'inflation pour 2012 estimé à -0,3% à l'automne 2011 ont incité à une certaine modération salariale. Durant les cinq dernières années, de 2008 à 2012, les salaires nominaux ont progressé de 1,4% en moyenne annuelle et les salaires réels de 0,9%.

2007–2012: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

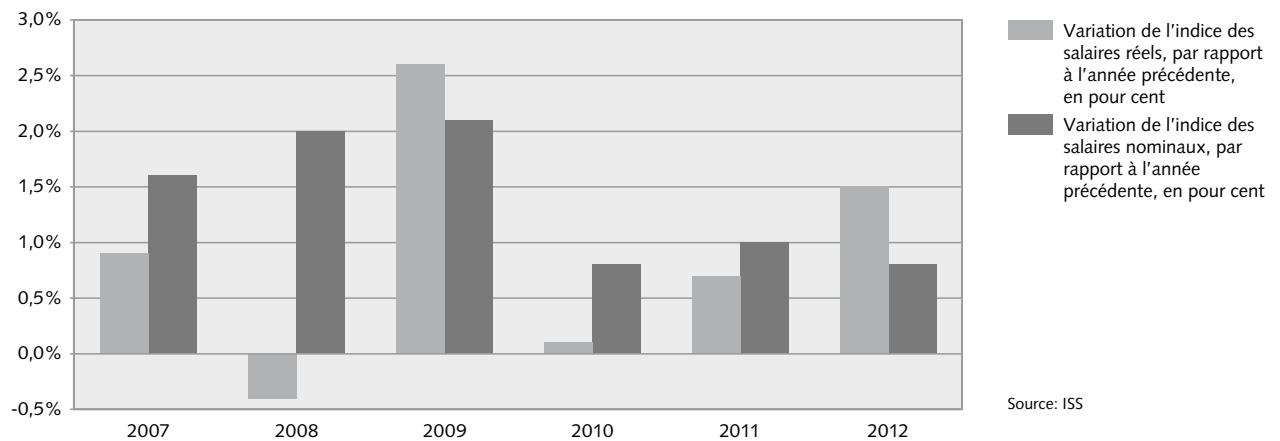
Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2007–2012



Migration de main-d'œuvre, en milliers, 2007–2011



Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2007–2012



2007–2012: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

L'année 2007 et la première moitié de l'année 2008 ont été marquées par une croissance économique et une hausse de l'emploi. La crise financière qui s'est déclarée en automne 2008 s'est cependant traduite par une croissance négative et a entraîné une baisse de la demande de travail et une hausse du chômage. A partir du troisième trimestre 2009, l'économie suisse, mesurée à l'aune du produit intérieur brut (PIB), a renoué avec la croissance. Cette croissance a toutefois marqué le pas en 2011, ce qui a occasionné un fléchissement des indicateurs du marché du travail.

Bonne santé du marché du travail avant la crise

La période précédant la crise financière a été marquée par une croissance économique de plusieurs années et une demande croissante de main-d'œuvre. Le taux de chômage selon le SECO (2,3% à fin juin 2008) et le taux de chômage au sens du BIT (3,3% au 3^e trimestre 2008) étaient au plus bas. Le nombre de places vacantes a atteint au premier trimestre 2008 son plus haut niveau (67'000) depuis l'introduction de la statistique s'y rapportant. La part des établissements ayant annoncé avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel qualifié est passée de 26% au premier trimestre 2007 à 35% au troisième trimestre 2008. Cette constellation favorable sur le marché du travail s'est cependant nettement détériorée à partir du milieu de l'année 2008 suite à la crise financière.

Nette hausse du nombre de chômeurs au sens du BIT durant la crise financière

Au troisième trimestre 2008, le produit intérieur brut n'a plus enregistré qu'une légère croissance et il a même reculé entre le quatrième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009. Cette évolution n'est pas restée sans conséquence pour le marché du travail. Le nombre de chômeurs inscrits et le nombre de chômeurs au sens du BIT ont commencé à grimper à partir de l'automne 2008. La hausse du nombre de chômeurs au sens du BIT a été particulièrement forte: de 142'000 au troisième trimestre 2008, ils sont passés à 228'000 au premier trimestre 2010, ce qui représente une augmentation de 60%. Les entreprises ont dès lors eu moins de difficultés à recruter et le nombre de places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire s'est réduit de 67'000 au premier trimestre 2008 à 38'000 au troisième trimestre 2009.

Léger rétablissement depuis le milieu de l'année 2009

Après trois trimestres de récession économique, la Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au troisième trimestre 2009 et le PIB a enregistré des taux de croissance positifs. Cette évolution s'est répercutée avec un léger décalage sur le marché du travail: les entreprises ont à nouveau offert plus de postes de travail et les perspectives de l'emploi se sont améliorées. Les effectifs des chômeurs se sont remis à diminuer en hiver 2009 (chômeurs inscrits) et au printemps 2010 (chômeurs au sens du BIT). Mais ce recul a été nettement plus modeste que la hausse enregistrée pendant la crise. Ce rétablissement, qui s'est traduit par un taux de chômage au sens du BIT de 3,6% au deuxième trimestre 2011 et par un taux de chômage selon le SECO de 2,5% en juillet 2011 a toutefois pris fin.

Ralentissement

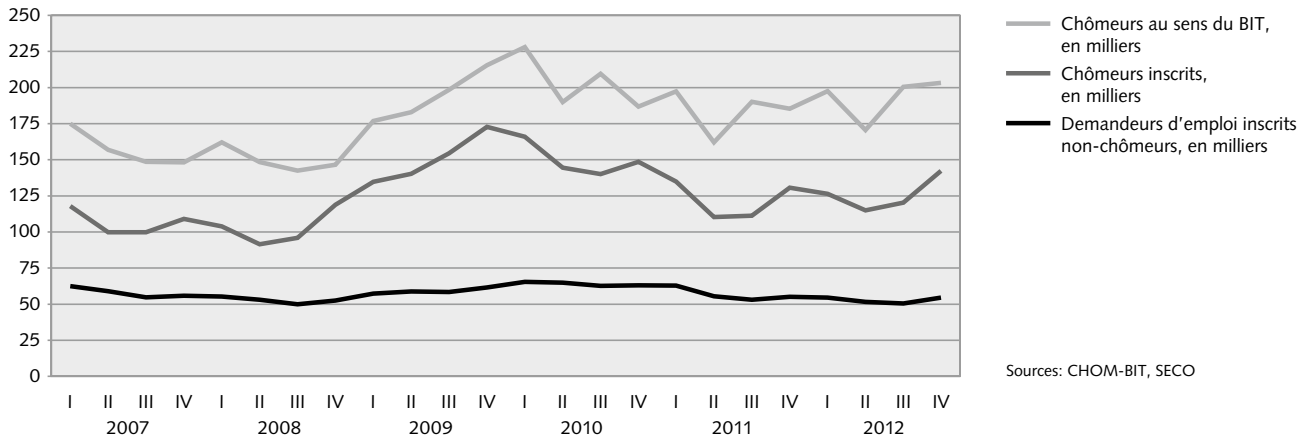
La situation est à nouveau un peu moins réjouissante depuis le milieu de l'année 2011, les indicateurs du marché du travail faisant état d'un ralentissement de la croissance économique. Les deux taux de chômage ont enregistré une légère hausse, le nombre de places vacantes est en stagnation et les perspectives de l'emploi sont un peu moins favorables. Le PIB a cependant légèrement progressé et le nombre des emplois et des actifs occupés s'est lui aussi accru.

Les heures supplémentaires en 2011: 113'000 équivalents plein temps

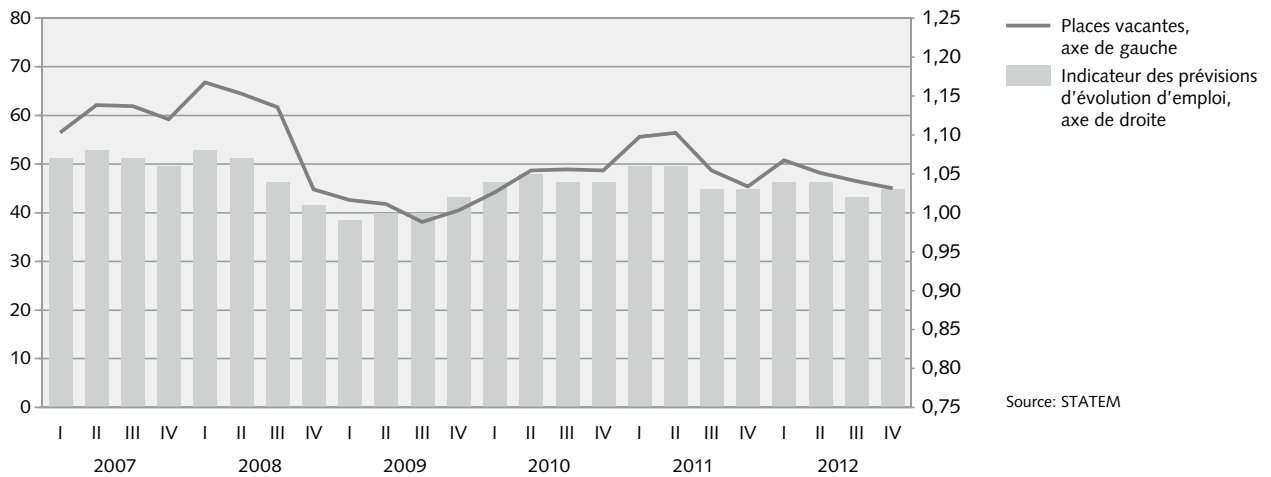
En 2011, quelque 219 millions d'heures supplémentaires ont été effectuées en Suisse, ce qui correspond à 113'000 emplois à plein temps. Si ce volume montre également un déséquilibre quant à la répartition du travail, il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une réduction massive des heures supplémentaires. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et de fréquentes inadéquations subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des chômeurs.

2007–2012: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

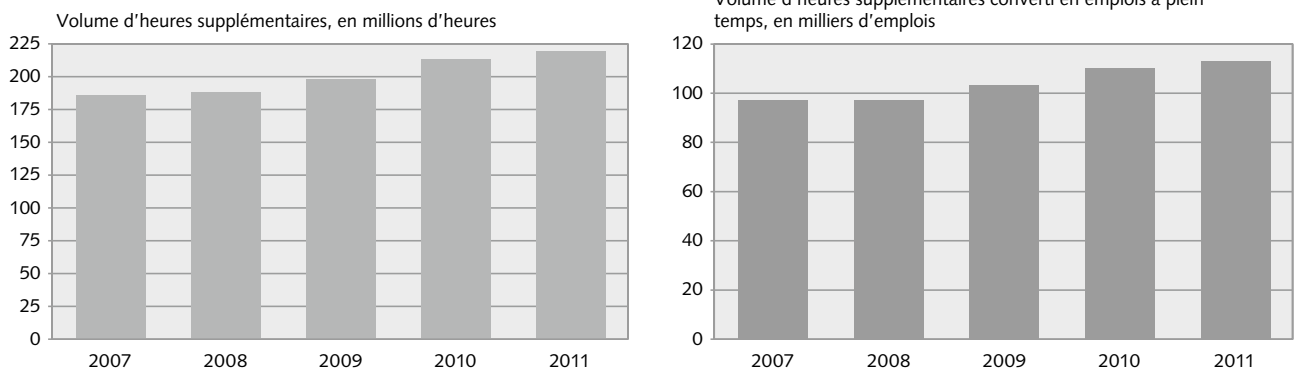
Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2007–2012



Places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, en milliers, mars 2007–2012



Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et son équivalent en emplois à plein temps*, 2007–2011



* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps

Source: SVOLTA

2007–2012: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2007 à 2012, la population des femmes participant au marché du travail est restée stable. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Les femmes restent cependant proportionnellement nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (55,2% contre 13,4%). Les femmes présentent des taux de chômage au sens du BIT plus élevés et gagnent en moyenne 18,4% de moins que les hommes. Seule une partie de cet écart salarial peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives reste stable

Entre le printemps 2007 et le printemps 2012, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé de 7,1% (2,702 millions au 2^e trimestre 2012), alors que le nombre de femmes présentes sur le marché du travail a augmenté parallèlement un peu plus fortement (+8,3% à 2'224 millions au 2^e trimestre 2012). La part de ces dernières dans la population active est restée ainsi presque inchangée en cinq ans (de 44,9% à 45,1%). Le nombre de femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+8,7%) que celui des hommes (+6,7%), tandis que le nombre de chômeuses au sens du BIT restait stable (-0,8%) et que celui des chômeurs s'accroissait de 20,9%.

Le temps partiel continue de progresser

Le temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au deuxième trimestre 2012, 55,2% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (leur taux d'occupation était inférieur à 90%), contre 13,4% des hommes. La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que les femmes ne contribuent qu'à un peu plus d'un tiers du volume total des heures effectives de travail (37,1% en 2011). Entre le deuxième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2012, la part d'actifs occupés à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+2,4 points) que chez les hommes (+2,7 points).

Un taux élevé de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

Au début de la période sous revue, soit au premier trimestre 2007, le taux de chômage au sens du BIT était de 3,5% chez les hommes et de 4,9% chez les femmes. La conjoncture favorable qui a prévalu jusqu'à l'automne 2008 a entraîné un recul de ce taux à 2,8% chez les hommes jusqu'au troisième trimestre 2008. Chez les femmes, ce taux a atteint son niveau provisoirement le plus bas (3,8%) le trimestre suivant. La récession économique amorcée au quatrième trimestre 2008 a toutefois fait à nouveau augmenter ce taux à 5,0% chez les hommes et à 5,3% chez les femmes au premier trimestre 2010. Au troisième trimestre 2009, l'économie a repris de la vigueur, ce qui a provoqué une baisse des taux de chômage au sens du BIT à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes au deuxième trimestre 2011. La dynamique économique a cependant ralenti en 2011 et 2012 et les taux de chômage au sens du BIT sont repartis légèrement à la hausse pour atteindre à fin 2012 4,1% chez les hommes et 4,7% chez les femmes.

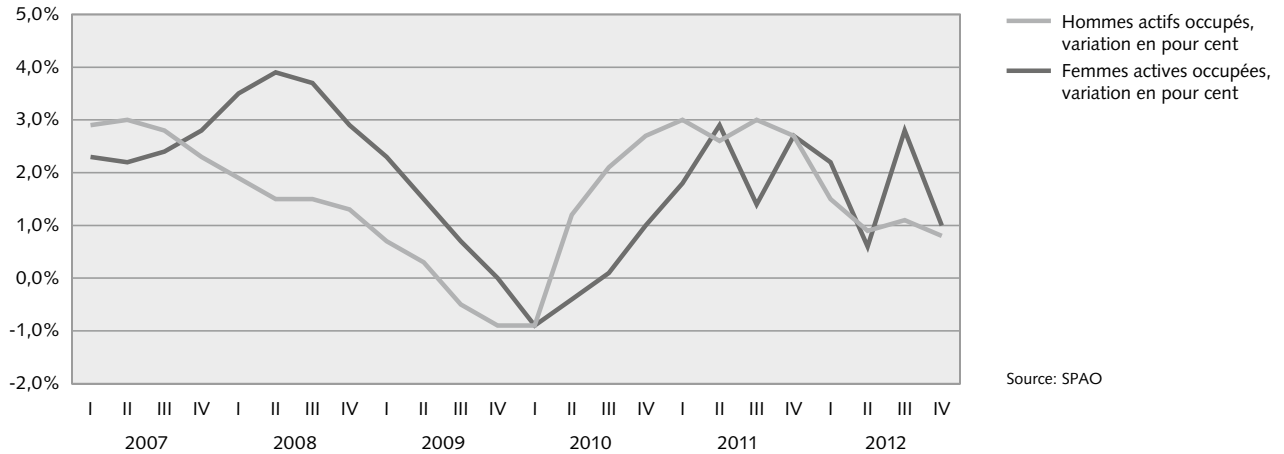
Les femmes gagnent moins que les hommes

Avec un salaire brut standardisé médian de 6397 francs par mois en 2010, les hommes restaient encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élevait en effet à 5221 francs soit 18,4% de moins. La différence était encore de 21,3% dix ans plus tôt. Selon une étude confiée par l'Office fédéral de la statistique à l'Université de Fribourg¹, 62,4% de l'écart salarial en 2010 s'expliquaient par des facteurs liés au poste de travail, à l'entreprise et aux qualifications personnelles et 37,6% étaient dus à des facteurs non explicables.

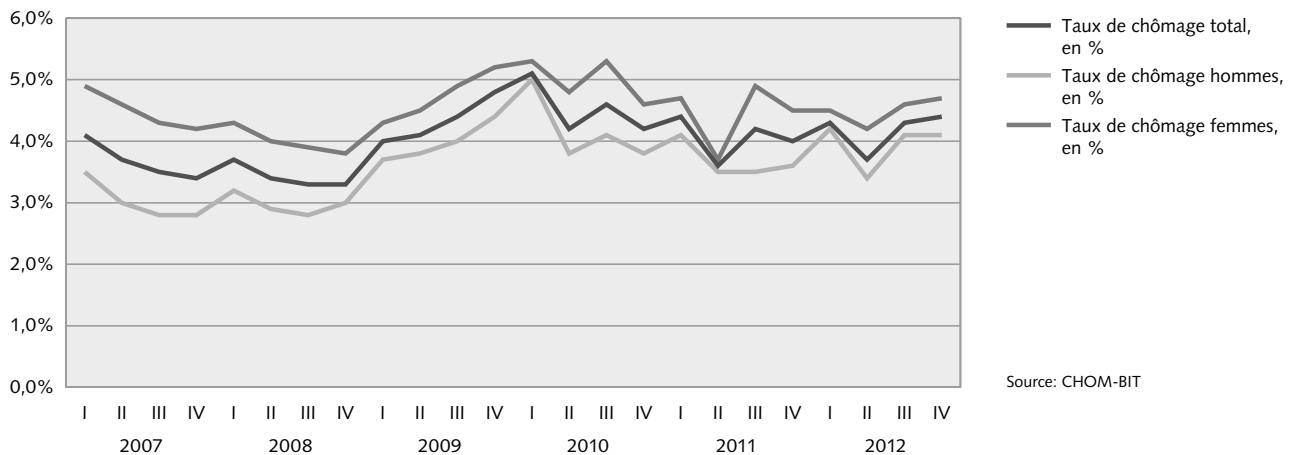
¹ Office fédéral de la statistique → Thèmes → 03–Travail, rémunération → Salaires et revenus du travail → Indicateurs → Niveau des salaires → par sexe

2007–2012: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

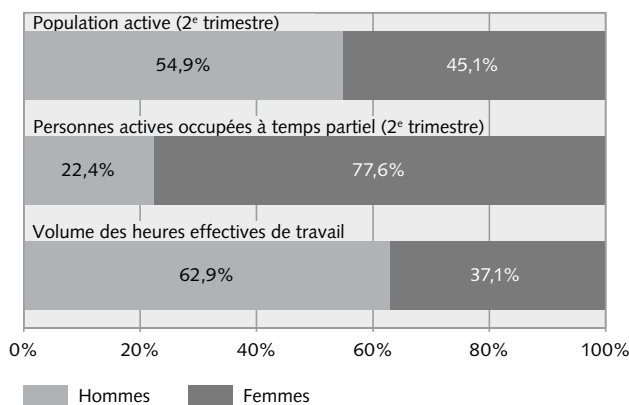
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2007–2012



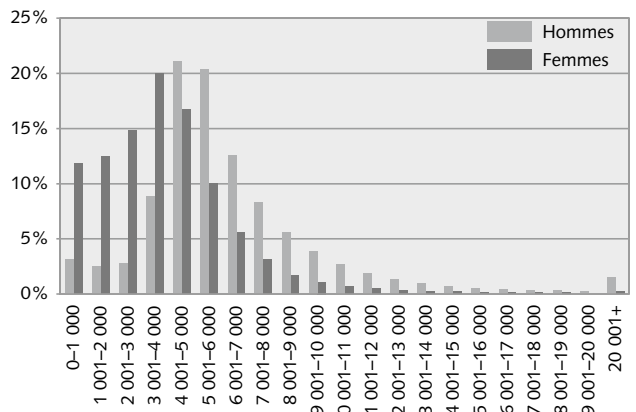
Taux de chômage au sens du BIT pour hommes et femmes, en pour cent, 2007–2012



Répartition hommes/femmes de la pop. active (2012), des pers. actives occupées à temps partiel (2012) et du volume des heures effectives de travail (2011), en pour cent



Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2010



2007–2012: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2007 à 2012, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté environ cinq fois plus fortement que le nombre de personnes de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période considérée, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Enfin, ces derniers ont des salaires plus élevés que les travailleurs étrangers.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le deuxième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2012, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé près de 5 fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,5% à 1,438 million contre +3,8% à 3,488 millions). La population active étrangère a continuellement progressé jusqu'au deuxième trimestre 2009 (+4,4% par rapport au 2^e trimestre 2008). A la fin de l'année 2009, cette progression a été stoppée par la crise économique et le nombre de personnes actives de nationalité étrangère n'a plus augmenté que de 0,4% au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. A partir de la deuxième moitié de 2010, la population active étrangère s'est remise à augmenter nettement, une hausse qui a atteint à fin 2011 un niveau record de +5,0% en comparaison annuelle. Cette hausse importante est le résultat d'une forte immigration: Sur l'ensemble de la période 2007–2011, les immigrations de main-d'œuvre étrangère ont dépassé de 275'000 personnes les émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 19'000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle dans la structure de la population active: de 2007 à 2011, quelques 121'000 personnes actives étrangères ont obtenu la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 28,4% entre 2007 et 2012, alors que celui de la population active suisse n'aurait augmenté que très légèrement (+0,2%). Au deuxième trimestre 2012, la part des étrangers dans la population active représentait 29,2% contre 26,5% cinq ans plus tôt.

Le chômage touche davantage les personnes étrangères

Au deuxième trimestre 2012, la population active de nationalité suisse se composait de 3,396 millions d'actifs occupés et de 92'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population suisse s'élevait ainsi à 2,7% et se situait au même niveau que cinq ans plus tôt. A noter que ce taux a été soumis à certaines fluctuations durant la période considérée: il a atteint un pic de 3,7% au troisième trimestre 2010. La situation des étrangers était moins favorable: au deuxième trimestre 2012, 1,360 million d'entre eux étaient actifs occupés et 78'000 au chômage au sens du BIT. En cinq ans, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers s'est réduit de 0,3 point (2^e trimestre 2007: 7,3%; 2^e trimestre 2012: 7,0%), mais il avait atteint le record de 10,4% au premier trimestre 2010. Ces chiffres montrent que les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient, d'une part, au fait qu'une proportion relativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (29,3% contre 12,7% des Suisses) et, d'autre part, à la relative surreprésentation des travailleurs étrangers dans le secteur secondaire, qui reste très sensible aux aléas de la conjoncture.

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le deuxième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2012, la part des personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+2,2 points à 37,0%) que chez les étrangers (+2,1 points à 25,3%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au deuxième trimestre 2012, les premières étaient 61,2% à travailler à temps partiel, les secondes 46,4%. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 15,6% et 10,5%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,5%; Suisses: 86,8%). Seulement 4,5% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses tient à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est nettement plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

La part des travailleurs étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement diminue

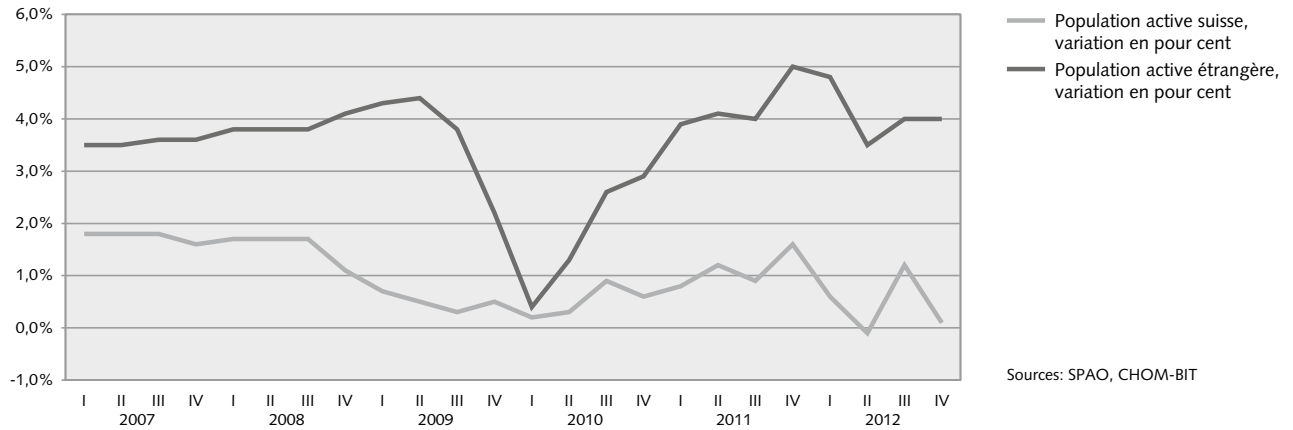
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement connaît de profonds changements: la part des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) a sensiblement baissé (de 50,8% au deuxième trimestre 2007 à 47,6% au deuxième trimestre 2012) et celle des personnes ayant un livret L comme autorisation de séjour de courte durée a aussi diminué (de 6,0% en 2007 à 3,3% en 2012). Les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) et les frontaliers (livret G) ont en revanche gagné en importance entre 2007 et 2012 (respectivement +4,1 points à 28,0% et +1,7 point à 19,2%).

Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

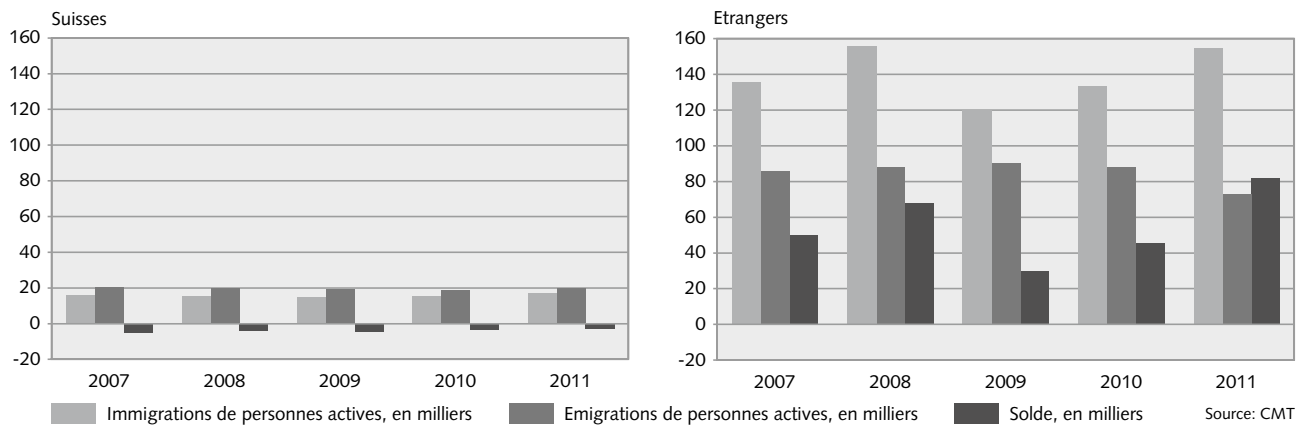
En 2010, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers était de 11,4% inférieur à celui des Suisses (5506 francs contre 6217 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (au deuxième trimestre 2010, 54,6% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 42% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

2007–2012: La main-d'œuvre suisse et étrangère

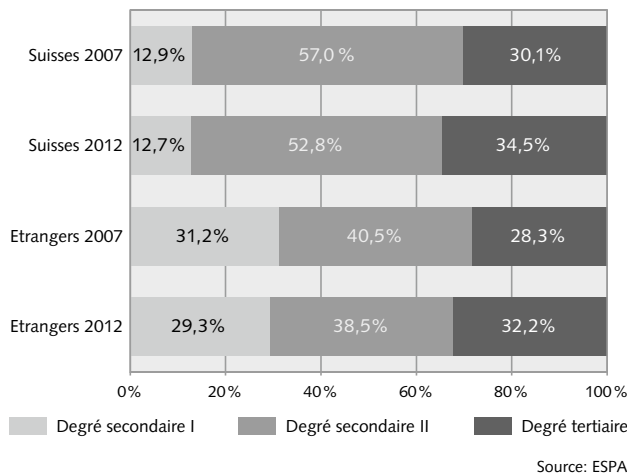
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2007–2012



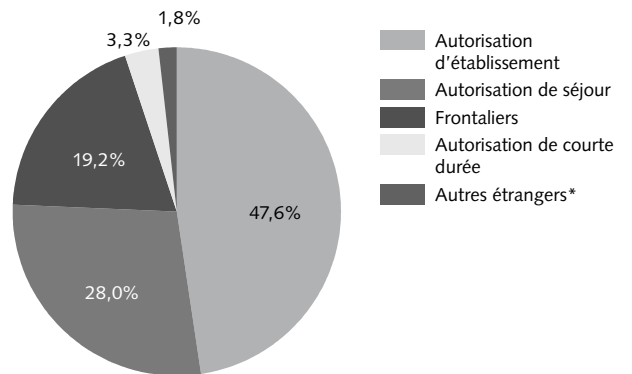
Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2007–2011



Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en %, 2^e trimestre 2007 et 2^e trimestre 2012



Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en %, 2^e trimestre 2012



* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

2007–2012: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Dans la période considérée, le nombre des actifs occupés a augmenté dans trois grandes régions: le Tessin, la Région lémanique et la région de Zurich. La Région lémanique accueille environ un tiers de tous les frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT est resté stable ces cinq dernières années à l'échelle de toute la Suisse. On a cependant observé des différences entre les grandes régions: le taux de chômage a reculé dans l'Espace Mittelland et en Suisse centrale, alors qu'il a augmenté dans la Région lémanique.

Forte progression des actifs occupés au Tessin

Au niveau suisse, le nombre des actifs occupés a progressé de 7,6% entre le deuxième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2012. La plus forte hausse a été observée au Tessin (+15,0%). L'augmentation a aussi été supérieure à la moyenne dans la Région lémanique (+9,9%) et à Zurich (+9,8%). Au deuxième trimestre 2012, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (996'000), devant Zurich (935'000) et la Région lémanique (877'000).

Un tiers des frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au deuxième trimestre 2012, 265'000 frontaliers travaillaient en Suisse. Un tiers environ dans la Région lémanique (33,7%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (25,2%) et un cinquième au Tessin (20,8%). Ces trois grandes régions accueillent donc ensemble quelque quatre cinquièmes des frontaliers. Dans la Région lémanique tout comme dans la Suisse du Nord-ouest, un actif occupé sur dix était un frontalier au deuxième trimestre 2012. Cette part est plus élevée au Tessin, où la main-d'œuvre frontalière représentait 25,0% des actifs occupés.

Hausse du taux de chômage dans la Région lémanique et au Tessin

Entre le premier trimestre 2007 et le troisième trimestre 2008, le taux de chômage au sens du BIT est passé de 4,1% à 3,3%. Ce recul a été observé dans toutes les grandes régions, l'Espace Mittelland affichant la plus forte baisse (de 4,7 à 3,1%), à l'inverse de la Suisse centrale (de 3,3 à 2,8%) et de la Suisse du Nord-Ouest (de 3,9 à 3,3%). Avec la détérioration de la conjoncture, le taux de chômage au sens du BIT est remonté rapidement, atteignant 5,1% au premier trimestre 2010. Cette évolution a à nouveau touché toutes les grandes régions, les pourcentages de hausse les plus élevés étant relevés en Suisse centrale, où le taux a presque doublé (de 2,0 à 3,9%), et dans la Région lémanique (de 4,5 à 8,2%; + 81,1%). Le taux a ensuite reculé jusqu'au deuxième trimestre 2011 (3,6%), avant de se remettre à augmenter jusqu'à la fin de 2012 (4,4%). A fin 2012, 7,0% de la population active au Tessin était au chômage au sens du BIT. Les personnes étaient 6,7% à être dans ce cas dans la Région lémanique, 4,6% dans la Suisse du Nord-Ouest, 4,0% à Zurich, 3,4% en Suisse orientale et dans l'Espace Mittelland, et 3,1% en Suisse centrale.

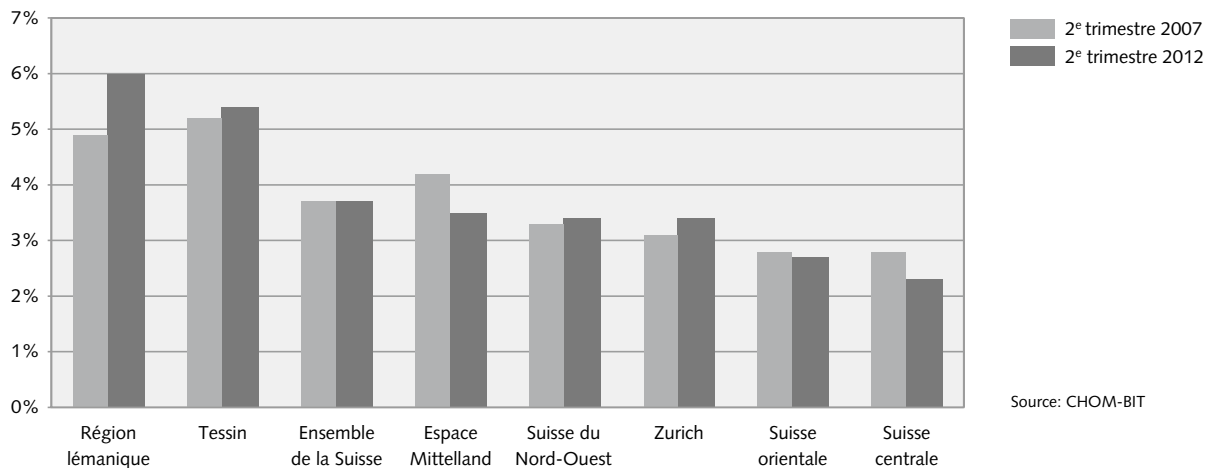
Sur l'ensemble des cinq années considérées (du 2^e trimestre 2007 au 2^e trimestre 2012), le taux de chômage au sens du BIT est resté stable à l'échelle de toute la Suisse. On observe cependant des différences entre les grandes régions: le taux a baissé de 0,7 point dans l'Espace Mittelland et de 0,5 point en Suisse centrale. Il a au contraire augmenté de 1,1 point dans la Région lémanique. Le taux de chômage au sens du BIT n'a que peu fluctué dans les quatre autres grandes régions.

La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

La situation salariale en 2010 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5076 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 20,1% de moins que les salariés de la région de Zurich (6349 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux grandes régions (20,1% en 2010) s'est réduit de deux points par rapport à l'an 2000. Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait entre ces deux extrêmes: 6220 francs dans la Suisse du Nord-ouest, 6083 dans la Région lémanique, 5932 francs en Suisse centrale, 5890 francs dans l'Espace Mittelland et 5568 francs en Suisse orientale.

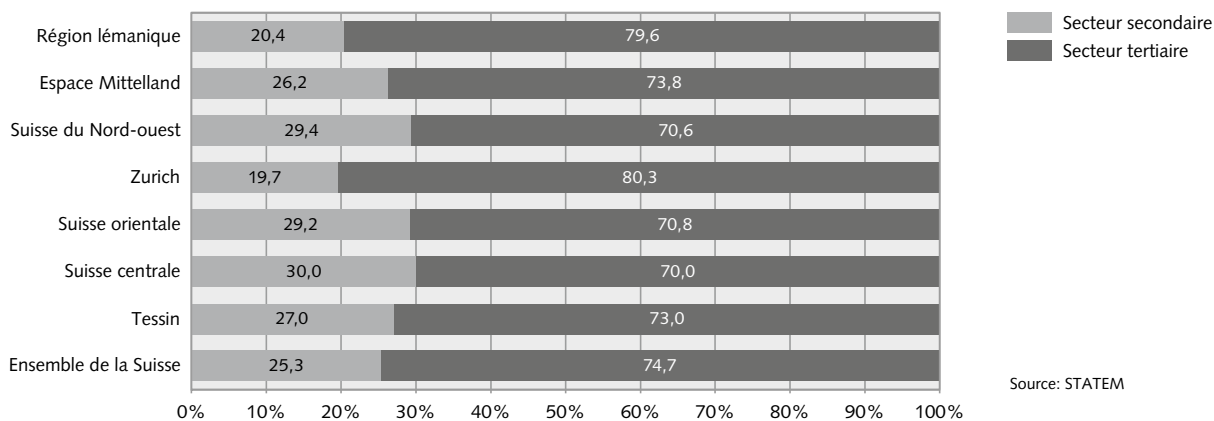
2007–2012: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Taux de chômage au sens du BIT par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2007 et 2012



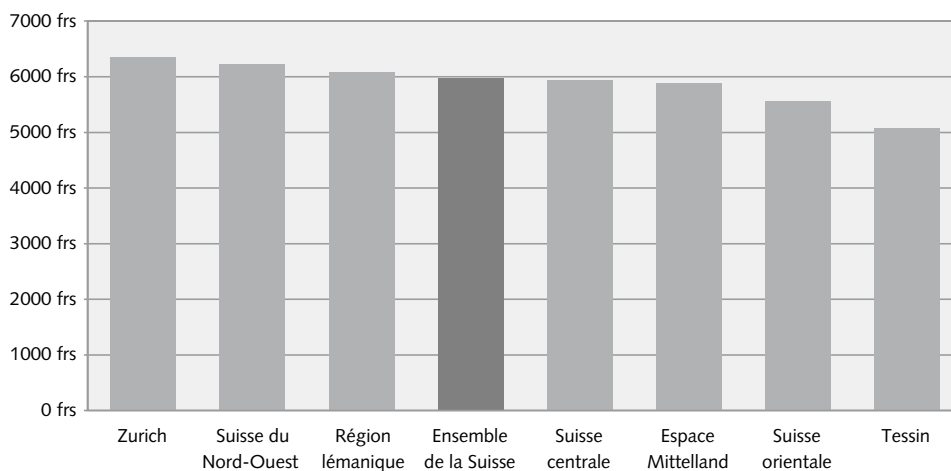
Source: CHOM-BIT

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2012



Source: STATEM

Salaires mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2010



Source: ESS

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2013 et perspectives à court terme

Les indicateurs du marché du travail font état, pour le 1^{er} trimestre 2013, d'une évolution retenue sur le marché du travail en rythme annuel. Si le nombre des actifs occupés et des emplois a augmenté, il en est allé de même du taux de chômage. Les perspectives d'emploi des entreprises et le nombre de places vacantes se situent à peu près au même niveau que l'année précédente.

Hausse du nombre des emplois et des personnes actives occupées

Au 1^{er} trimestre 2013, le nombre des actifs occupés a progressé de 71'100 ou de 1,5% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus forte d'un point chez les femmes (2,1% contre 1,1% chez les hommes). Le nombre des actifs occupés étrangers a augmenté plus nettement que celui des actifs occupés suisses (+2,5% contre +1,0%). Cette progression a été observée notamment dans les groupes des titulaires d'une autorisation d'établissement (+4,3%) et des frontaliers (+5,3%), dont les hausses ont été supérieures à la moyenne. Le nombre de personnes au bénéfice d'une autorisation de séjour a légèrement reculé (-0,7%) en rythme annuel.

A l'instar du nombre de personnes actives occupées, celui des emplois s'est accru ces douze derniers mois, de 2,0% pour s'établir à 4,152 millions. Il a progressé de 2,8% dans le secteur tertiaire, mais diminué (-0,4%) dans le secteur secondaire. Si l'on considère les grandes régions, le nombre des emplois a augmenté le plus nettement en Suisse centrale (+4,1%) et en Suisse orientale (+2,4%) et a enregistré une hausse inférieure à la moyenne dans la Suisse du Nord-Ouest (+1,1%) et au Tessin (+1,2%).

Légère progression du taux de chômage

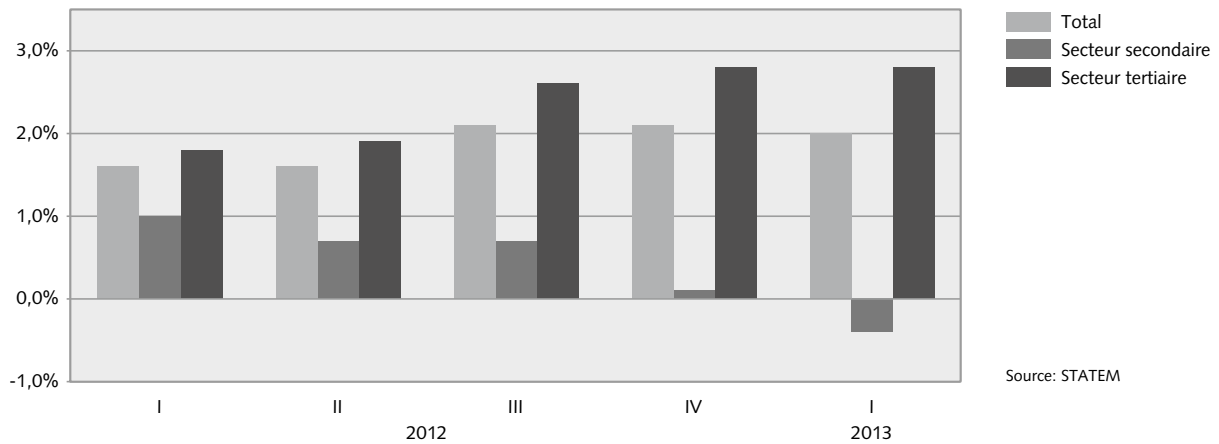
Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,2% en mars 2013, soit un niveau supérieur de 0,3 point à celui de mars 2012. Ce taux représente en chiffres absolus quelque 139'000 personnes enregistrées en mars 2013 comme chômeurs dans un office régional de placement et une hausse de 13'000 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de chômeurs enregistrés a augmenté par rapport au mois précédant, plus précisément de 600 (valeur désaisonnalisée). Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi progressé entre mars 2012 (54'500) et mars 2013 (55'200). La hausse se chiffre à 700 personnes.

Les perspectives d'emploi au même niveau qu'en 2012

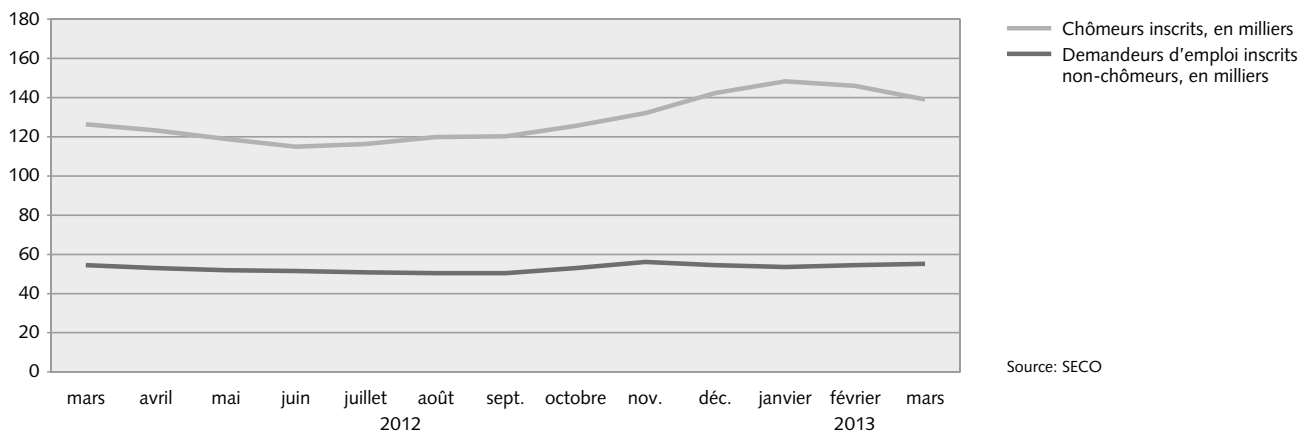
Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises ne laissent pas entrevoir de changements notables: le nombre de places vacantes est resté au même niveau qu'au trimestre correspondant de l'année précédente (moins 300 places) pour se situer à 51'000 au 1^{er} trimestre 2013. Le nombre de places vacantes s'est par contre accru de 700 unités par rapport au 4^e trimestre 2012 (valeur désaisonnalisée). L'indicateur des perspectives d'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, donne une image analogue. Son niveau, 1,04 point au 1^{er} trimestre 2013, était le même que douze mois auparavant, ce qui suggère que l'emploi va continuer de progresser.

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2013 et perspectives à court terme

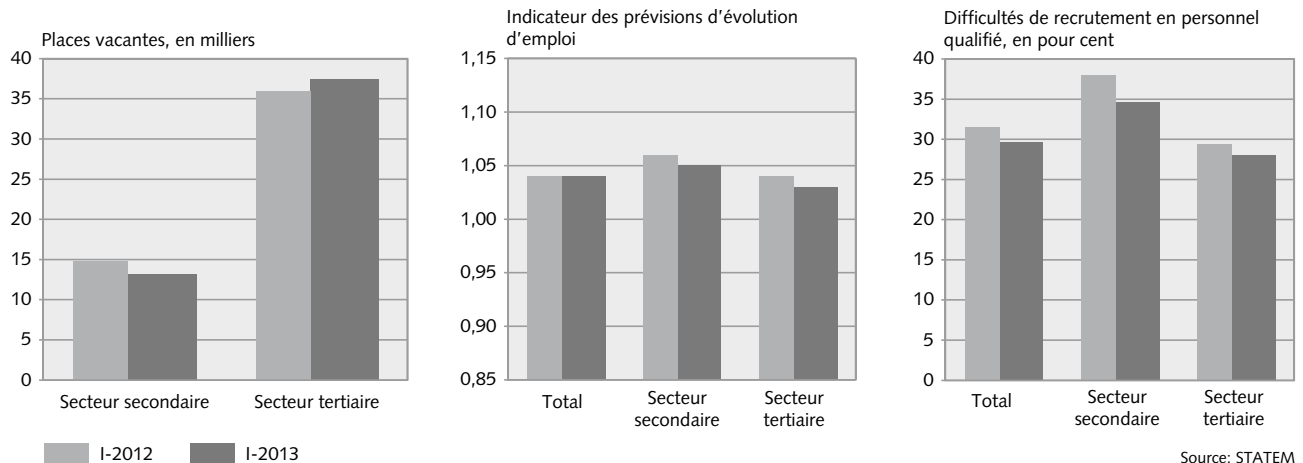
Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2012 à mars 2013



Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2012 à mars 2013



Places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2012 et mars 2013



Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est très performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est inférieur de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux des pays du sud et de l'est de l'UE, les différences entre ces trois groupes de pays se sont en partie atténuées.

Taux d'activité et durée du travail élevés en Suisse

Au deuxième trimestre 2012, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 67,8% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (82,1%) et la Norvège (72,0%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 61,1%; Allemagne: 59,9%; France: 56,6%; Italie: 49,5%). L'Italie et la Croatie (45,5%) présentent les taux les plus faibles d'Europe. L'écart avec l'Islande dépasse 35 points. La moyenne de l'UE28 se situe à 57,6%.

Les Suisses travaillent 41,7 heures par semaine (durée normale de travail des salariés à plein temps); ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (44,4 heures), le Royaume-Uni (42,3 heures) et l'Autriche (41,9 heures). La durée hebdomadaire de travail est nettement inférieure à la moyenne européenne de 40,4 heures au Danemark (37,6 heures).

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. A Malte (37,1%), en Croatie (38,8%) et en Italie (40,0%), environ deux femmes sur cinq sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 79,8%; Norvège: 69,0%; Suède: 60,9%; Danemark: 59,6%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (50,9%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 60,8%. La participation des femmes à la vie active est sans nul doute favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 34,2% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 58,0%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (49,7%; femmes: 76,9%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,7%; femmes: 3,0%) et en Slovaquie (4,2%; femmes: 5,7%).

Faible taux de chômage au sens du BIT en Suisse

En Suisse, la crise économique a eu nettement moins de répercussions que dans les autres pays européens. Au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage au sens du BIT s'élevait à 3,7% (+0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2011). Seule la Norvège affiche un taux encore plus faible (3,2%; -0,3 point). L'Espagne et la Grèce sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés (respectivement 24,7% et 23,6%). La part des chômeurs au sens du BIT a considérablement progressé dans ces deux pays (Espagne: +3,8 points; Grèce: + 7,2 points). Chypre enregistre aussi une forte augmentation du taux de chômage au sens du BIT (+4,1 points à 11,4%).

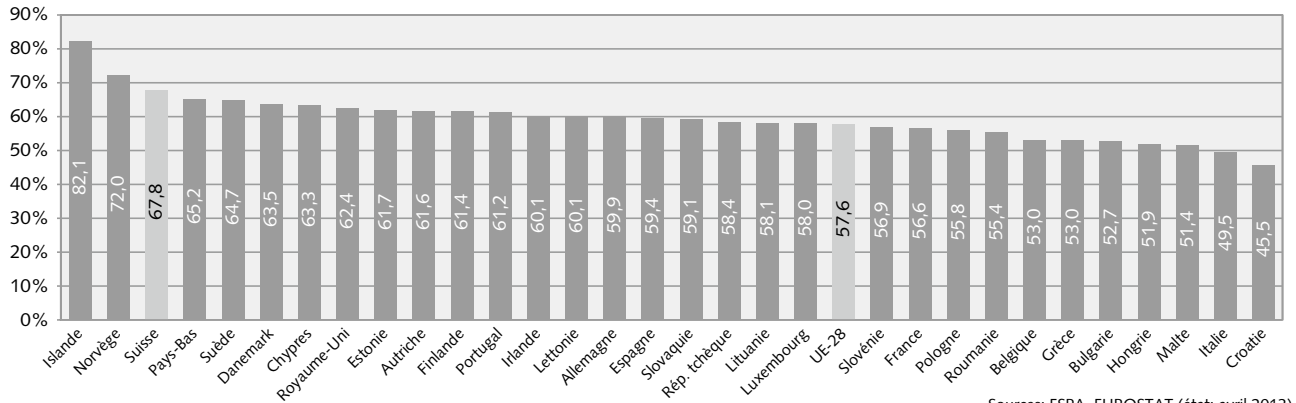
Les salaires en comparaison internationale

La comparaison du niveau des salaires annuels bruts moyens pour un emploi à plein temps (calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des salaires des employés à temps partiel recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%) dans les entreprises de 10 employés ou plus dans l'industrie et les services marchands au sein de l'UE/AELE met en évidence l'écart salarial existant d'une part parmi les pays de l'UE-15/AELE, d'autre part entre ces derniers et les nouveaux pays membres. A l'intérieur de l'UE-15, un décalage s'observe toujours entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010, les salaires les plus élevés étaient enregistrés au Danemark (58'140 euros), en Norvège (54'169 euros), au Luxembourg (51'008 euros) et en Belgique (44'366 euros), les salaires les plus bas en Italie (31'088 euros), en Espagne (26'621 euros) et au Portugal (17'193 euros). L'écart salarial augmente encore lorsque l'on considère les nouveaux pays membres: la Roumanie et la Bulgarie affichaient en 2010, avec respectivement 6'156 et 4'618 euros, les salaires bruts moyens les plus bas de l'UE-27. Avec un salaire annuel de 59'408 euros la Suisse figure en première position devant le Danemark.

Les salaires peuvent également être convertis dans une devise commune appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Cette devise fictive annule l'effet des différences de niveau des prix entre les pays, permettant ainsi de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat. La prise en compte du pouvoir d'achat des salaires lors de l'analyse comparative de leur niveau nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus élevés d'Europe) sont 12,9 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas). Convertis en PAS par contre, les salaires suisses ne sont plus que 4,3 fois supérieurs aux salaires moyens bulgares.

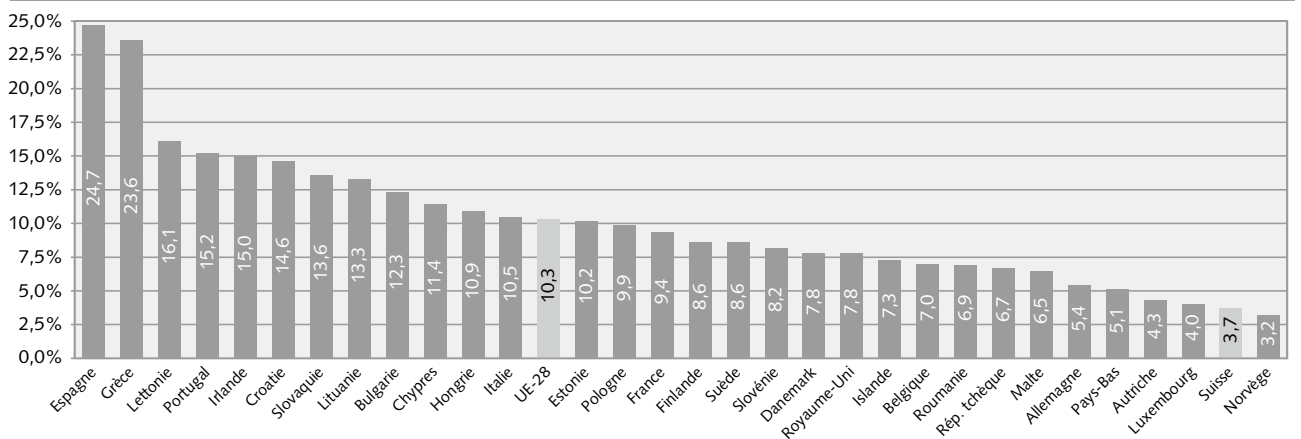
Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2^e trimestre 2012



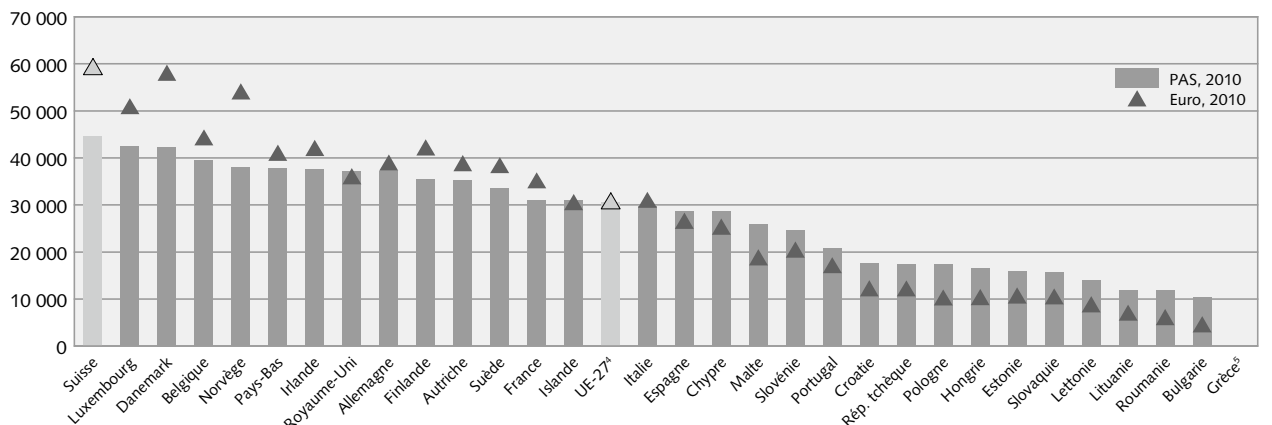
Sources: ESPA, EUROSTAT (état: avril 2013)

Taux de chômage au sens du BIT des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2^e trimestre 2012



Sources: ESPA, EUROSTAT (état: avril 2013)

Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps¹. Entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands², Suisse et états de l'UE et de l'AELE, en PAS³ et en Euro, 2010



¹ Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%)

² Sections B à N de la NACE Rév.2

³ Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

⁴ Sans la Grèce

⁵ Données pas disponibles

Source: EUROSTAT (état: mai 2013)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

